

Le marché de la photo scolaire PÈSE SIX MILLIONS D'EUROS

▶ Un certain nombre de jeunes entreprises se lancent à l'assaut d'un marché en pleine transformation mais toujours porteur

▶ Alors que les vacances de Toussaint tombent la semaine prochaine, des milliers de photos de portraits d'élèves et de photos de classes ont déjà été immortalisées au sein des écoles maternelles, primaires et secondaires du pays. Des dizaines d'entreprises sont ainsi actives sur un marché pesant au moins six millions d'euros du côté de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Au final, depuis des dizaines d'années, le système des photos scolaires satisfait tout le monde :



les entreprises qui engrangent des bénéfices, les parents qui reçoivent des photos de qualité à bon prix et... les écoles qui perçoivent jusqu'à 50 % de la recette.

"Toutes les écoles du pouvoir organisateur ont le même photographe chaque année et cela se passe toujours très bien. Personne n'est obligé d'acheter les pochettes, mais au final, près de 95 % des élèves le font ! Celles-ci sont vendues à 10€. Ce n'est pas très cher", explique Dominique Perez, directeur d'une école communale fondamentale à Saint-Nicolas, en Région liégeoise. "Il n'y a aucune obligation, mais d'année en année, cela fonc-

tionne toujours très bien ! On a même certaines familles qui n'avaient jamais eu jusqu'alors de photos d'identité de leurs enfants. C'est un moyen d'avoir des photos de qualité à bon prix", souligne, de son côté, Christine Toumsain, la directrice de l'Institut Notre-Dame à Anderlecht.

Si L'ENGOUEMENT reste très élevé au fil des années ans le fondamental, l'intérêt est moindre au niveau secondaire. "Le pourcentage d'élèves intéressés s'élève entre 60 et 95 % dans le fondamental mais les chiffres sont moins élevés en secondaire", expliquent plusieurs entreprises du secteur.

Dans certaines écoles comme

l'Institut Maris Stella, un établissement au public précarisé situé à Laeken, plus aucun photographe ne vient. "On n'a plus assez d'élèves intéressés pour qu'ils puissent faire des bénéfices. Cela s'explique entre autres par le fait qu'ils ont tous des smartphones", avance sa directrice Nicole Lewahert.

Face aux deux entreprises leaders sur le marché et actives depuis plusieurs générations, la société Vander Eycken à Bruxelles et la société Backès en Wallonie, de nombreuses jeunes sociétés font leur apparition sur le marché de la photo scolaire, avec des prix très compétitifs pour pouvoir faire leur place. "Il y a claire-

ment une place à prendre !", lance-t-on du côté de Déclic Scolaire, active depuis trois ans. "On n'est pas photographe de formation, mais on a appris. On contacte les écoles et les communes", lance Schoolpix.

AU FINAL, SELON les deals entre écoles et entreprises et le nombre de photos, le prix des pochettes varie entre 10 et 17€. Au total, si 65 % des 890.000 élèves francophones paient une pochette au prix le moins cher, à savoir 10€, le marché de la photo pèse au moins six millions d'euros par an.

J. Th.

“SÉBASTIEN POLIART “Un secteur avec des opportunités”

**CHEF D'ENTREPRISE À
TOURNAI** *“L'entreprise Wapict existe déjà depuis près de sept ans, mais cela fait trois à quatre ans qu'on s'est lancé dans la photographie scolaire. Ce n'est pas un secteur qui est saturé. Il y a des opportunités et de quoi faire. Il y a énormément d'écoles dans la région de Tournai où je travaille qui sont intéressées par les services d'un photographe scolaire. Là, actuelle-*

ment, l'entreprise s'occupe d'une quinzaine d'écoles. On a des écoles maternelles, primaires et secondaires parmi nos clients, tous réseaux confondus. Pour les photos de classe, j'ai une vingtaine de fonds différents. Il y en a avec des briques, des graffitis, des ampoules à l'ancienne, des fleurs, mais aussi des petits drapeaux de couleur. On propose aussi des produits dérivés.”

ADELINE DEMOULIN “C'est un métier très diversifié”

PHOTOGRAPHE A LIEGE *“Être photographe d'école, c'est un métier très diversifié. Il faut déjà être très bon en animation. Ce qui se passe en premier lieu, c'est le contact avec les enfants. Je ne sais pas comment le dire mais des photographes ne sont pas sympathiques, ou peuvent être physiquement repoussants, et donc faire peur aux enfants. Il y a aussi le côté théâtral. Il*

faut savoir gérer une classe. Je dirais qu'il faut avoir une main de fer dans un gant de velours. Je fais parfois des blagues et des compliments aux enfants pour qu'ils soient détendus. Certains jours, je fais 1.000 portraits en une journée. Il faut aussi que cela se passe bien avec les directeurs et les professeurs. Cela fait douze ans que je fais ce métier pour la société Backès à Liège.”

FRANÇINE ABBELOOS

“L'argent permet d'acheter du matériel”

DIRECTRICE À BERCEM *“Je suis directrice depuis 10 ans et ces photos ont toujours autant de succès. J'ai de nombreux parents qui me demandent si le système de photos scolaires*

existe toujours dans notre école au moment où ils viennent dans mon bureau

au pour inscrire leur enfant. Presque tous les parents de mon école maternelle prennent les photos. Il y a juste quatre à cinq parents par classe qui ne les demandent pas. Je précise qu'on

n'oblige évidemment personne à les prendre. Pour le choix du photographe, c'est la commune qui s'occupe de lancer un marché public pour l'ensemble des écoles communales. Elle nous restitue ensuite une partie de la recette, ce qui nous permet d'acheter du matériel. Imaginons qu'on fasse une soupe au potiron, on pourra par exemple payer nos potirons avec cet argent.”

Les écoles retouchent entre 40 ET 50 % DE LA RECETTE

▣ Les pouvoirs organisateurs et les établissements choisissent eux-mêmes le photographe sur base de différents critères

► *“On redonne 50 % de la recette à l'école. C'est le deal. Mais même avec cela, cela reste intéressant. Notre nom se trouve sur nos pochettes et donc tous les parents le voient. Cela fait de la publicité”,* explique Sébastien Poliart, de Déclic scolaire. *“Oui, il y a une rétrocession vers les écoles. Il y en a qui font 50 %, nous, c'est plutôt 40 %”,* indique Philippe Vander Eycken, de la société éponyme qui est une des leaders du marché. L'ultra-majorité des photographes scolaires rétrocèdent entre 40 et 50 % de la recette aux établissements ou aux pouvoirs organisateurs.

Au centre scolaire du Sacré-Cœur de Lindthout, le pourcentage rétrocédé grimpe même à 55 %. *“C'est une société française qui vient s'occuper du maternel, du primaire et du secondaire. C'est de l'argent qu'on réinvestit directement dans du matériel scolaire”,* explique son directeur Jean-François Nandrin.

L'ensemble des écoles contactées sont unanimes : l'argent récolté offre une rentrée d'argent bienvenue pour les caisses des établissements. *“Les écoles sont sous-financées et l'argent des photos aide à l'achat de matériel, comme celui récolté à la fancy-fair par exemple”,* résumant deux di-

rectrices de primaire.

La pratique de la rétrocession est répandue aussi bien dans l'officiel que dans le réseau libre. *“La photographie scolaire est une pratique assez répandue. C'est un service qui est proposé et qui n'est pas obligatoire. Cela peut permettre de créer des ressources pour les écoles. Dans un contexte qui est parfois difficile, celles-ci sont les bienvenues”,* indique le porte-parole du Segec Conrad van de Werve.

UN POURCENTAGE qui peut servir du côté des écoles à mettre en concurrence les entreprises de photographie. Car si la qualité du service

reste un élément essentiel, le prix de celui-ci et la rétrocession peuvent avoir leur importance. *“Il y a aujourd'hui une grosse concurrence. Avant, il fallait des machines spécifiques très coûteuses pour se lancer, maintenant il ne faut plus grand-chose”,* observe la société Vander Eycken.

Le système des rétrocessions peut d'ailleurs se retourner contre les entreprises. La très réputée société Backès, basée depuis trois générations à Liège et desservant pas moins de 700 écoles, va ainsi être obligée de se mettre en liquidation en raison de problèmes avec le fisc. *“On n'a pas le choix. Ils nous réclament la TVA sur les sommes rétrocédées aux écoles. Il y en a peut-être pour 600.000 €”,* déplore Brigitte Dange, de Backès.